



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Bethune

Lille, le 29/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MC CAIN ALIMENTAIRE**

483 RUE DU BEAU MARAIS  
BP 147  
62400 Béthune

Références : 0225-2026  
Code AIOT : 0007000661

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2026 dans l'établissement MC CAIN ALIMENTAIRE implanté 483 RUE DU BEAU-MARAIS 62400 Béthune. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MC CAIN ALIMENTAIRE
- 483 RUE DU BEAU-MARAIS 62400 Béthune
- Code AIOT : 0007000661
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Mc CAIN Alimentaire est autorisé à exploiter sur la commune de Béthune (62), depuis le 8 janvier 1992, une usine de production de frites surgelées et de flocons de pommes de terre déshydratés suite à une extension de l'établissement. Ses installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène sont classées à autorisation.

Le site relève également de la rubrique IED n°3642-2 (traitement et transformation de matières premières végétales), avec comme document de référence associé le BREF FDM (Meilleures Techniques Disponibles dans le secteur des industries agro-alimentaires et laitières).

### Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/08/1996, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
4	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/08/1996, article 7	Demande d'action corrective	2 mois
5	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/08/1996, article 4.	Sans objet
2	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/08/1996, article 5	Sans objet
6	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 1 & 4	Sans objet
7	Action régionale Prélèvements d'eau - sécheresse	Arrêté Préfectoral du 01/07/2025	Sans objet
8	Valeur limites d'émissions – Azote Global	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 7.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de faire le point sur le sujet des prélèvements d'eau. Au-delà de l'action régionale sur le sujet, pour laquelle une étude technico-économique visant l'optimisation de la gestion de l'eau sur le site va être prescrite par un rapport distinct, un point a été fait sur l'état des forages alimentant le site en eau. Un entretien plus régulier doit être mis en œuvre, et un

diagnostic de leur état doit être programmé **sous 2 mois**. Des investigations doivent être menées sur la présence d'eau dans l'enceinte renfermant le débouché des forages, et un plan précis des réseaux d'alimentation en eau du site doit être établi.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/1996, article 4.							
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques des forages							
<b>Prescription contrôlée :</b>							
Les forages F3 et F4 , captant la nappe des craies sénonienne et turonienne, présentent les caractéristiques suivantes :							
<i>Forages</i>	<i>Profondeur</i>		<i>Débit maximal cumulé des deux forages</i>				
Forage F3	50 m		300 m <sup>3</sup> /h				
Forage F4			6000 m <sup>3</sup> /j				
			1 400 000 m <sup>3</sup> /an				
<b>Constats :</b>							
L'Inspection des installations classées a consulté les déclarations GEREPE effectuées par l'exploitant ces dernières années. Les volumes repris dans le tableau suivant ont été déclarés (en m <sup>3</sup> /an) :							
<i>Année</i>	<i>2019</i>	<i>2020</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>
E a u souterrai ne	822 591	611 554	867 526	840 037	800 507	742 158	788 084
Réseau d ' e a u potable	3 000		/	/	3 000	1 800	2 352
La limite maximale de 1 400 000 m <sup>3</sup> /an est largement respectée.							

<p>Une diminution progressive des volumes d'eau prélevés entre les années 2021 et 2024 est constatée (- 14%). Lors de la visite, l'exploitant a apporté quelques éléments de contexte sur cette diminution :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un arrêt de production de plusieurs semaines a eu lieu début 2023 ;</li> <li>- des audits de production ont été menés il y a un peu plus de 3 ans avec pour conséquence la mise en place de quelques actions relatives à l'utilisation de l'eau pendant les nettoyages,</li> <li>- une démarche de vigilance sur les consommations d'eau, pilotée par le groupe, est en place,</li> <li>- le pilotage des installations intègre, au niveau des écrans de contrôle, une cible de consommation d'eau, par heure ou journalière, permettant aux opérateurs d'avoir conscience des performances sur cet aspect.</li> </ul> <p>L'exploitant a également indiqué travailler sur les purges des chaudières par un pilotage de la conductivité afin de procéder aux purges uniquement lorsque nécessaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 2 : Prélèvements d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/1996, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvements d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement. Ces informations sont inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le registre informatique où sont reportés les relevés journaliers de prélèvement d'eau. La consultation des relevés des derniers mois montre que l'exploitant respecte largement la limite maximale de 6000 m<sup>3</sup>/j fixée à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 1996 (cf point de contrôle n°1). La valeur de 3000 m<sup>3</sup>/j n'a pas été dépassée ces derniers mois. Une cible de pilotage à 2100 m<sup>3</sup>/j a été fixée en interne.</p> <p>L'exploitant a indiqué disposer sur le site d'environ 30 sous-compteurs, ce qui lui permet de cibler plus rapidement la provenance d'éventuelles dérives de consommation. Les équipements suivants sont par exemple équipés de sous-compteurs : les lignes « frites » et « flocons », les utilités, les zones communes (lavoir, station d'épuration interne).</p> <p>L'exploitant a également indiqué que le respect des consommations d'eau journalières était examiné en comité de direction.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Prélèvements d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/1996, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de la nappe d'eau souterraine</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque forage doit être équipé de telle sorte que la mesure des niveaux statique et dynamique de la nappe puisse y être effectuée.</p> <p>Un relevé de ces niveaux doit être réalisé mensuellement ; les informations sont inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées avec les conditions de prise de niveau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que la mesure de ces niveaux n'était pas effectuée, mais s'est engagé à la mettre en œuvre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><i><b>Demande n°1 : l'exploitant transmettra <u>sous 2 mois</u> les résultats des premières mesures de niveaux effectuées au droit de chaque forage. Il indiquera, dans le même délai, l'organisation mise en place sur le site pour réaliser cette mesure de niveaux tous les mois comme exigé réglementairement.</b></i></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Prélèvements d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/1996, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection de la nappe souterraine</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Pendant toute la durée de l'exploitation, l'[exploitant] doit veiller au bon entretien des forages et de leurs abords.</p> <p>Toutes dispositions doivent être prises de façon à rendre impossible toute intercommunication entre des niveaux aquifères différents.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un rapport d'inspection caméra du forage F3, réalisé le 23 juin 2009, afin d'en déterminer l'état. Ce rapport n'identifiait pas d'anomalie significative.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport similaire pour le forage F4.</p> <p>L'état du forage F3 ayant pu évoluer depuis presque 17 ans, il s'avère nécessaire de refaire un tel diagnostic.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à programmer un diagnostic de vérification de l'état de chacun des 2 forages prochainement.</p>

Lors de la visite, il a été constaté que les forages se trouvaient dans une enceinte sous le niveau du sol fermée à clé par un capotage métallique. L'enceinte du forage F3 est surélevée par des murets en béton. Il a été constaté que le fond de l'enceinte du débouché du forage F3 était rempli d'eau (environ 10 cm) sans que l'exploitant n'ait été en mesure d'expliquer l'origine de cette eau. Selon lui, cette situation est courante, une pompe vide-cave étant à demeure dans l'enceinte avec un flotteur afin de déclencher une évacuation de l'eau à partir d'un certain niveau. Le fond de l'enceinte du forage F4 était sec mais l'exploitant a indiqué qu'il pouvait arriver qu'elle contienne également de l'eau.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

***Demande n° 2 : L'exploitant transmettra sous 2 mois le bon de commande de la prestation de diagnostic de l'état des forages F3 et F4 (par une inspection caméra, ou toute autre technique permettant d'atteindre le même objectif). Le rapport de diagnostic sera tenu à la disposition de l'Inspection, et ses conclusions seront transmises à l'Inspection des installations classées dans un délai de 4 mois. Si des actions sont nécessaires, le plan d'actions correspondant sera transmis dans le même délai.***

***Demande n° 3 : L'exploitant investiguera les raisons de la présence d'eau dans les enceintes renfermant chacun des deux forages. L'étanchéité des capotages sera notamment vérifiée. Il s'assurera de la protection des têtes de forages dans le respect des dispositions de la norme NFX 10-999 «Forage d'eau et de géothermie - Réalisation, suivi et abandon d'ouvrage de captage ou de surveillance des eaux souterraines réalisés par forages» (notamment son chapitre 12) afin de garantir la préservation de la nappe d'eau souterraine. Il transmettra sous 4 mois à l'Inspection des installations classées les conclusions de ses investigations.***

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 5 : Plan des réseaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan des réseaux

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

« III. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- « - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- « - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- « - les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- « - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;

« - les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 08/01/1992 au bénéfice de l'établissement demande qu' :« <i>un plan des réseaux d'égouts [soit] maintenu à jour</i> ».</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a présenté un plan des rejets aqueux mais a précisé ne pas disposer d'un plan représentant les réseaux d'alimentation en eau.</p> <p>L'Inspection a indiqué à l'exploitant que la disposition de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 demandant la tenue d'un tel plan sera reprise dans l'arrêté préfectoral complémentaire qui sera proposé au préfet dans un rapport distinct, dans le cadre de l'action régionale sur la thématique des prélèvements d'eau (cf point de contrôle n° 7).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><i><b>Demande n° 4 : Sans attendre la prise de l'arrêté préfectoral complémentaire le prescrivant, l'exploitant établira <u>sous 2 mois</u> un plan des réseaux d'alimentation du site faisant notamment apparaître l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, et les différents dispositifs et équipements associés.</b></i></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 1 & 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures en situation de Sécheresse
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Bassin versant Lys placé en Vigilance renforcée sécheresse selon Arrêté préfectoral du 01/07/2025 puis Arrêté préfectoral du 22/08/2025 jusqu'au 06/10/2025 :</p> <p>« Les activités industrielles et commerciales limitent au strict nécessaire leur consommation d'eau. [...] »</p> <p>Les ICPE autorisées à prélever [...] plus de 80 m<sup>3</sup>/heure dans les eaux souterraines réduisent de 5 % le volume moyen journalier prélevé de la quinzaine représentative de l'activité de l'établissement précédant la prise du 1er arrêté sécheresse pour l'épisode en cours. Les exploitants concernés devront rendre compte à la DREAL des mesures mises en place dans ce cadre et des résultats en termes de volumes d'eau utilisés. »</p>



**Constats :**

L'exploitant a été interrogé lors de la visite sur les actions spécifiques menées lors de cette période de « sécheresse ». Il a indiqué avoir communiqué auprès de son personnel et a présenté les supports diffusés. Aucune autre action spécifique n'a été menée sur le sujet.

Un point a été fait sur les consommations moyennes sur la période allant de mai à septembre 2025 : une moyenne de 2153 m<sup>3</sup>/j a été prélevée en mai 2025 ; 2353 m<sup>3</sup>/j en juin 2025. En juillet 2025, une moyenne de 1550 m<sup>3</sup>/j a été prélevée. La diminution s'explique par l'arrêt annuel de l'usine. En août 2272 m<sup>3</sup>/j ont été prélevés en moyenne. Sur cette période, l'exploitant a indiqué avoir dû faire face à des problèmes de redémarrage de la tour aéroréfrigérante ayant entraîné une surconsommation ponctuelle d'eau. En septembre, la consommation moyenne a été de 2376 m<sup>3</sup>/j.

On constate ainsi qu'excepté le mois de juillet, il n'y a pas eu de réduction de 5 % de la consommation moyenne journalière par rapport au mois de mai 2025. La consommation a même été plus conséquente qu'en mai des moyennes relevées en août et septembre 2025. La diminution importante au mois de juillet permet néanmoins d'observer un prélèvement moyen sur les mois de juillet à septembre 2025 de 2066 m<sup>3</sup>/j, alors que la réduction de 5 % par rapport au mois de mai donnait un objectif à atteindre de 2045 m<sup>3</sup>/j.

L'exploitant n'avait pas sollicité de dérogation à la réduction demandée dans l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2025. L'Inspection lui a rappelé la nécessité de faire une demande de dérogation argumentée lorsqu'il estime ne pas être en capacité de respecter les restrictions d'usages de l'eau imposées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

***Observation n° 1 : Lorsqu'un arrêté de restriction des usages de l'eau est applicable en période de sécheresse, l'exploitant doit mettre en place des actions afin d'atteindre les restrictions visées. S'il estime ne pas être en capacité d'atteindre cet objectif, il doit déposer en préfecture une demande de dérogation à l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau, dûment argumentée.***

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Action régionale Prélèvements d'eau - sécheresse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/07/2025

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvements d'eau

**Prescription contrôlée :**

Présentation de l'action régionale

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le sujet de l'action régionale de l'Inspection des installations classées sur les prélèvements d'eau et la sécheresse auprès des ICPE consommant plus de 50 000 m<sup>3</sup>/an d'eau a été évoqué. Depuis plusieurs années, la sobriété hydrique figure parmi les priorités d'actions nationales de l'Inspection des installations classées fixées par le Ministère de la transition Écologique.</p> <p>La commune de Béthune est située dans le Bassin versant de la <b>LYS</b> placé en «<b>vigilance renforcée sécheresse</b> » par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2025, jusqu'au 6 octobre 2025 (passage en vigilance). En 2024, comme dans les autres bassins versants du bassin Artois-Picardie, aucun arrêté de restrictions des usages de l'eau n'a été signé par le préfet.</p> <p>La société Mc Cain Alimentaire prélève en eaux souterraines au moyen de deux forages.</p> <p>Lors de la visite, au regard de ses niveaux de prélèvement, l'Inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il était concerné par l'action régionale, et a évoqué les dispositions associées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réduction des niveaux de prélèvements limites en corrélation avec les prélèvements réels ;</li> <li>- transmission des relevés via l'application GIDAF selon une fréquence trimestrielle hors période de sécheresse, et mensuelle en période de sécheresse ;</li> <li>- remise sous 9 mois d'une étude technico-économique d'optimisation de la gestion de l'eau sur le site dans le but réduire les prélèvements ;</li> <li>- remise sous 9 mois d'un plan d'actions « sécheresse » avec pour objectifs une diminution des prélèvements de 5 % en cas de vigilance renforcée ; 10 % en cas d'alerte ; 20 % en cas d'alerte renforcée.</li> </ul> <p>La proposition du projet d'arrêté préfectoral complémentaire correspondant fera l'objet d'un rapport distinct au préfet.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**N° 8 : Valeur limites d'émissions – Azote Global**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets d'Azote
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les Valeurs Limites d'Emissions (VLE) suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Azote global (NG) : 20 mg/l ;</li> <li>- Fréquence de surveillance : une fois par jour.</li> </ul> <p>La VLE est de 30 mg/l en moyenne journalière, uniquement si l'efficacité du traitement est</p>

supérieure à 80% en moyenne annuelle [...]

#### **Constats :**

Ce point ayant été évoqué lors de la visite d'inspection du 4 juin 2025, les constats et demandes suivants ont été formulés dans le rapport de visite du 16 janvier 2026 comme suit :

*"Dans son dossier de réexamen IED, l'exploitant a identifié la valeur limite réglementaire de 30 mg/l pour le paramètre Azote global (NGL), car le rendement de sa station sur ce paramètre est d'au moins 80 %. Ainsi, la VLE définie actuellement dans l'arrêté préfectoral du site du 15/01/2009 n'est pas modifiée par l'AMPG [Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales] du 27/02/2020 pris en application du BREF FDM.*

*Les déclarations de rejets de l'exploitant sur l'application GIDAF entre le 01/10/2024 et le 31/07/2025, montrent que :*

*- le nombre de mesures journalières supérieures à la valeur limite réglementaire de 30 mg/l, pour le paramètre de concentration en NGL, a été de 32 jours, avec une moyenne de 14 mg/l sur la période du 01/10/2024 au 04/07/2025.*

*Les moyennes journalières respectent globalement les VLE, à l'exception des périodes de pollution plus importante en provenance de l'usine, d'où l'importance de la maîtrise des flux usine [...]*

***Demande n°4 : L'exploitant confirmera, sous 1 mois, les données de rendement de la station d'épuration en azote global afin de confirmer que la VLE de 30 mg/l qu'il propose [dans son dossier de réexamen] peut être retenue.***

***Demande n°5 : L'exploitant précisera les mesures mises en place pour éviter que les dysfonctionnements à l'origine des dépassements de plus du double de la valeur limite en concentration et flux d'azote global ne se reproduisent."***

Sur le sujet du rendement de sa station, l'exploitant a expliqué lors de la présente visite avoir fait l'exercice sur 227 contrôles entre le 01/07/2025 et le 03/03/2026, aboutissant à un rendement moyen de 95,24 %. L'Inspection lui a demandé de remonter un an supplémentaire en arrière (au 01/07/2024) afin de disposer d'une série de données plus conséquentes et ainsi plus représentative du fonctionnement de l'usine sur le long terme. Par courriel du 9 avril 2026, l'exploitant indique avoir effectué l'exercice sur une série de 605 contrôles entre le 01/07/2024 et le 06/04/2026, aboutissant à un rendement moyen de 93,3 %, il a ensuite transmis son fichier de synthèse des données sur le sujet. Ces éléments confirment la possibilité de retenir la VLE de 30 mg/l pour le paramètre azote global.

Concernant les résultats en azote global au niveau du point de rejet, les résultats déclarés sous GIDAF depuis août 2025 pour le paramètre azote global font apparaître :

- un unique dépassement de la VLE de 30 mg/l entre les mois d'août et décembre 2025 : 34,2 mg/l le 09/09/2025 ;

- une moyenne mensuelle oscillant entre 11 et 12 mg/l sur cette période août-décembre 2025 (sauf le mois d'août plus faible à 6,7 mg/l de moyenne);

- une dérive importante en janvier 2026 avec des résultats allant jusqu'à 58 mg/l les 20 et 21 janvier et 14 jours en dépassements pour une moyenne mensuelle en concentration de 25,4 mg/l. L'exploitant a informé l'Inspection des installations classées de ces dysfonctionnements par courriel du 10 février 2026 en fournissant les explications suivantes:

*« Nous avons identifié une cause très probable de ces dépassements qui proviendrait d'un taux d'oxygénation trop faible de notre bassin. Le manque d'oxygène empêchant un bon traitement biologique de l'azote. L'origine de ce faible taux d'oxygène provenant d'un aérateur défaillant. Nous avons déjà procédé au remplacement de cet aérateur par un aérateur temporaire mais de plus faible puissance 55 kW au lieu de 70 [...]. Cette solution temporaire n'étant pas suffisante, nous prévoyons*

de mettre en place un dispositif supplémentaire. N'ayant pas ce matériel à disposition, nous allons implanter une solution autonome temporaire de type « Système Aération AERZEN » fourni par Véolia (plaques disposées en fond de bassin et alimentées par air comprimé). Le rendement Puissance/Oxygénation de ce type de dispositif serait plus efficace que notre aérateur et devrait permettre de retrouver une efficacité de traitement de la charge azote. De façon complémentaire nous travaillons avec un spécialiste du traitement pour analyser les performances de notre traitement STEP sur cette thématique précise". Par courriel du 19 février 2026, l'exploitant a ensuite apporté les compléments suivants : «[...]nous vous informons qu'après avoir mené les actions décidées, les résultats des analyses sur le rejet sont redevenus conformes depuis le 11 Février 2026 (moyenne de 28 kg/j sur 8 jours [pour une limite à 90 kg/j]).»

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que l'aérateur temporaire mis en place est également tombé en panne mais a pu être remplacé en 3 jours. Il a indiqué que la technologie d'aération exposée dans son courriel est une technologie différente des autres aérateurs, et qu'elle est en phase de test pour deux mois (matériel en location) : un compresseur d'air avec membranes de microbullage installé en fond de bassin. Une vidéo de l'installation de ce matériel a été présentée. L'exploitant a indiqué qu'il en ferait à l'issue un bilan sur les paramètres azote, oxygène dissous et consommation d'énergie. Cet équipement serait ainsi moins énergivore que les aérateurs « classiques », et permettrait de gagner en capacité d'oxygénation.

Concernant les derniers résultats, le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que des valeurs à nouveau très basses en azote étaient constatées depuis l'installation de cet équipement, mais les résultats du mois de février ne figuraient pas encore dans GIDAF. Ils ont été transmis le 18 mars 2026. Ainsi, lors de la première semaine de février, les résultats en azote ont bien été supérieurs à la VLE de 30 mg/l (minimum de 39,2 mg/l le 09/02/26 et maximum de 64,4 mg/l le 07/02/26). En revanche, dès le 10/02/26 et jusqu'à la fin du mois, les concentrations et flux déclarés en azote global sont à nouveau conformes aux valeurs limites (maximum de 25,7 mg/l le 17/02/26 pour une moyenne de 14 mg/l entre le 10 et le 28 février 2026).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°5 : L'exploitant transmettra sous un mois le bilan du fonctionnement de la technologie d'aération en phase de test corrélé aux résultats obtenus en azote global notamment. Il précisera les conclusions et suites données à cette phase de test.**

**Type de suites proposées : Sans suite**